

# LES RÉFUGIÉS ITALIENS ET L'ARMÉE D'ITALIE (1792-1796)

Entre l'automne 1792 et la veille de la campagne d'Italie, Nice, les Alpes-Maritimes ainsi que l'enclave sarde d'Oneglia furent le refuge de nombreux exilés italiens ayant acquis à la fois une expérience de comploteurs révolutionnaires et de propagandistes. Nice était non seulement le quartier général de l'armée d'Italie, mais aussi le point de ralliement de ces réfugiés ou *fuorusciti*. Les liens entre cette communauté d'exilés et l'armée d'Italie furent précoces<sup>1</sup>. Nombre de ces réfugiés étaient avant tout des intellectuels et entendaient bien s'engager dans le combat pour le triomphe des idées. Mais dans une ville comme Nice où la moitié de la population était militaire, dans un arrière-pays en partie contrôlé par les barbets et les personnes dévouées au roi Victor Amédée, le soldat français était le protecteur tout désigné. Il était aussi le missionnaire pressenti pour apporter la liberté en Italie et régénérer le pays. À Nice, ces *fuorusciti* surent jouer sur les forces qui dirigeaient ou influençaient l'armée, qu'il s'agisse des généraux d'Anselme et surtout de Biron, des commissaires puis des représentants en mission, sans oublier la société populaire longtemps dominée par l'élément militaire.

En une année de présence française, l'ex-comté de Nice, auparavant considéré comme un petit Coblenz, était devenu le réceptacle des proscrits et des conspirateurs italiens désireux d'abattre l'Ancien Régime.

Parmi eux se trouvait Giovanni Ranza, qui, sous la protection de Barras puis de Biron créa un journal, le *Monitore Italiano*, dont l'un des

---

1. L'étude d'Anna Maria RAO sur les exilés italiens durant la période révolutionnaire est l'ouvrage de référence: Anna Maria RAO - *Esuli, l'Emigrazione politica in Francia (1792-1802)*, Prefazione di Giuseppe Galasso, Naples, 1992, 621 p. Pour Gênes, il faut aussi utiliser l'étude d'Antonino DE FRANCESCO: « Genova e l'Italia: il complotto democratico » dans *Rivoluzione e costituzioni, saggi sul democratismo politico nell'Italia napoleonica 1796-1821* Naples, 1996. p. 29-50.

objectifs était d'exalter la gloire des soldats de la Révolution. Très vite, d'autres proscrits comme Rusca, Buonarroti ou Cerise rejoignirent Nice et proposèrent leur service à l'armée d'Italie et aux représentants en mission. Les rapports qu'ils tissèrent avec les autorités françaises furent parfois émaillés de tensions car Français et Italiens ne poursuivaient pas forcément les mêmes buts.

#### RANZA ET LA NAISSANCE D'UNE PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE EXALTANT L'ARMÉE D'ITALIE

Giovanni Ranza est l'un des premiers réfugiés à avoir offert ses services à l'armée d'Italie. Il a bénéficié pour la création de son journal, *Il Monitore Italiano, politico e letterario per l'anno 1793*, de l'appui de Barras et du soutien ultérieur des généraux, en particulier le général Biron.

En ce mois de décembre 1792, Ranza s'inscrivit à la société populaire de Nice où se trouvait le quartier général de l'armée d'Italie. Cependant, son nom n'apparaît dans les procès-verbaux que lorsqu'il est dénoncé en 1794<sup>2</sup>. Parallèlement à son activité à la société populaire, Ranza fut chargé par Barras en ce début du mois de décembre de fonder, de rédiger et d'imprimer un journal de langue italienne ayant pour but d'éclairer les populations d'Italie, de les encourager à secouer le joug de la tyrannie et de les amener à accueillir fraternellement les soldats de la liberté.

Barras s'affirma alors comme l'interlocuteur privilégié de Ranza au moment où la disgrâce du général en chef d'Anselme s'annonçait. Les exactions commises par la troupe tant à Nice que dans les montagnes étaient désormais notoirement connues et l'ennemi qui avait, bien avant la guerre contre la France, développé une habile propagande contre-révolutionnaire, put s'appuyer sur des faits avérés pour dénoncer les violences des soldats de la Révolution qui campaient aux portes de l'Italie. Barras a peut-être entrevu, à ce moment critique, la nécessité de mener une guerre de propagande afin de restaurer l'image de l'armée d'Italie. Dans un premier temps, les militaires n'ont joué aucun rôle dans la naissance du journal. Lorsqu'il fallut trouver une imprimerie et se procurer les fonds nécessaires pour lancer cette entreprise, ce fut encore une fois Barras qui pourvut à tout. En tant que député titulaire du Var, il lui fut possible de trouver des sommes assez modiques pour débiter. L'imprimerie de Cougnet étant surchargée de travail à Nice, on décida d'installer le journal de Ranza à Monaco sur les presses de François

---

2. Pour une chronologie précise concernant le séjour de Ranza à Nice, voir l'article d'Antoine DEMOUGEOT, « Il Monitore Italiano », dans *Nice Historique*, 1961 p. 31 et suivantes. En ce qui concerne les idées politiques de Giovanni Ranza, on peut se référer à l'article de Vittorio CRISCUOLO, « Riforma religiosa e riforma politica in Giovanni Antonio Ranza », dans *Studi storici*, XXX (1989), p. 825-872.

Manfredi d'où étaient sorties entre 1790 et 1792, maints libelles royalistes. Toutefois, il ne reste aucune trace de ces tractations.

Au mois de décembre, Ranza était à Monaco. Le 15, parut un numéro annonce du *Monitore Italiano*; au bas de la page du titre figure la mention : *in Monaco, presso il Monitore Italiano*<sup>3</sup>.

Le *Monitore Italiano* devait cependant agir de concert avec d'autres organes de propagande dans le cadre d'une grande action menée en faveur du rétablissement de l'image de l'armée. Comme l'ennemi avait coutume d'insister sur les violences faites aux prisonniers de guerre, le *Monitore Italiano*, dans l'un de ses numéros, vanta l'humanité des geôliers et le bon accueil reçu par les captifs autrichiens<sup>4</sup>.

Ainsi le journal rend-il compte du passage à Nice le 15 février 1793 de 300 Autrichiens du major Strassoldo; une délégation de la société populaire de Nice s'était portée à leur rencontre avec le drapeau tricolore et une musique militaire; elle accueillit les prisonniers comme des frères et amis et remit à chacun du pain et une bouteille de vin. Strassoldo et les autres officiers furent logés dans une maison particulière; il leur fut permis de conserver leur épée.

Avant le départ, tous reçurent en cadeau des cocardes, des bonnets, des chansons, rapporte enfin le journal.

Ranza ouvrit les colonnes de son journal aux officiers français afin que ces derniers diffusassent des fausses informations. La désinformation par voie de presse était un moyen fréquemment utilisé pour intoxiquer l'ennemi sur la situation des troupes. Les états-majors des belligérants recevaient régulièrement les journaux provenant des zones où stationnaient les armées. Au détour d'un article, on apprenait l'arrivée ou le départ des régiments, la présence d'un officier de haut rang, etc. Toutes ces informations croisées avec les rapports des espions et des déserteurs permettaient de se faire une idée de la situation de l'adversaire. Il ne faut pas s'étonner que les nouvelles locales n'étaient pas toujours exactes. Le 14 mars 1793, le journal publia un compte rendu dithyrambique des opérations militaires: « Le fort de Saorge ne donne plus de souci; nous avons coupé ses communications avec le Piémont; dès à présent il est entre nos mains; nous le prendront (sic) par la faim et ensuite, nous volerons vers Cuneo; cette forteresse étant bloquée, nous passerons au siège de Turin, nous ferons trembler le despote et tirerons vengeance des oppressions passées. L'armée des Alpes-Maritimes est forte de 55 000 hommes qui, si l'on s'en rapporte à ce qu'ils ont déjà fait, peuvent se battre avec succès contre 20 000 Autrichiens et le feront<sup>5</sup> ». La vérité est que des 25 000 hommes que comprenait l'armée d'Italie, seulement 17 000 étaient en

3. Antoine DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 36.

4. Antoine DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 4.

5. R.-M. ROSTAGNO-BERTHIER, *L'Opinion publique niçoise pendant l'occupation française*. Thèse de Droit, Nice, 1972, 238 p.

état réellement de servir à cette date; quant au fort de Saorge nullement menacé, il ne sera pris que le 28 avril 1794.

Dès le lancement du journal, Ranza démontrait qu'il avait pour but de donner une image grandiose des armées françaises en dressant le parallèle avec les épisodes les plus glorieux de l'histoire antique. Mais lorsqu'il s'agit d'évoquer les chefs de l'armée française, c'est vers la figure d'Hannibal que Ranza se tourne en comparant les généraux français au grand chef de guerre carthaginois<sup>6</sup>.

En établissant la comparaison avec le fameux Barcide<sup>7</sup>, Ranza construit une image idyllique et pleine de promesse des armées françaises. Hannibal évoque à la fois le génie militaire qui a défait systématiquement les légions dans les batailles de Trasimène à Cannes et le grand homme qui triompha de la muraille des Alpes<sup>8</sup>. Le message de Ranza est limpide: «Les Français à l'image d'Hannibal seront les restaurateurs des libertés italiennes, en particulier des libertés civiques et très bientôt, tout comme le chef punique, ils seront capables de vaincre tous les obstacles et en particulier la barrière des Alpes.»

Ranza donna de l'armée d'Italie dès le début à ses lecteurs l'image d'une force libératrice. En cela, la vision du fondateur du *Monitore Italiano* est tout à fait semblable à celle de nombreux fuorusciti nourrissant des espoirs sur les capacités offensives de l'armée française. Ranza fixe d'ailleurs des objectifs précis à l'armée française une fois que celle-ci aura débouché dans la plaine du Pô. Les troupes ne doivent pas se contenter de demeurer au nord mais doivent obliquer vers le sud et libérer Rome.

Ayant prédit que l'armée française ne limiterait pas ses opérations au Piémont, Ranza n'hésite pas ensuite à affirmer que sa patrie et la Lombardie «attendent depuis longtemps l'heure de la fraternité universelle et c'est en vain que l'on tente d'indisposer le peuple contre les Français, (faisant d'eux) des usurpateurs de la propriété, en les présentant comme des destructeurs de la religion catholique, violateurs de l'honnêteté publique». Il développe alors une image vertueuse de l'armée française afin de battre en brèche celle qui est développée en Piémont et en Sardaigne, fondée au contraire sur la vision du soldat impie et sacrilège.

Le rédacteur, à ce moment-là ne semble pas croire à la véracité des rumeurs circulant sur les exactions de l'armée d'Italie. Pour lui, l'«assassinat d'Oneille» (c'est-à-dire les destructions et pillages opérés par les Français contre le petit port sarde de la côte ligure) a pour vraie cause le fanatisme. Si l'armée française<sup>9</sup> a fait preuve de violence, c'est que, selon lui, elle a été

6. Antoine DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 39.

7. *Prospetto du Monitore Italiano*, cité par A. DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 35.

8. A propos de l'utilisation de la figure d'Hannibal sous la Révolution voir la biographie de Serge LANCEL, *Hannibal*, Paris, 1995, p. 358.

9. *Prospetto du Monitore Italiano*, cité par A. DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 36.

contrainte par des fanatiques à la solde des tyrans. Il rejette la responsabilité des violences sur les agents du royalisme. L'armée de la Révolution ne fait que se défendre. La description que donne Ranza de l'armée d'Italie est fondamentalement idéalisée. Pour le rédacteur du *Monitore*, il s'agit prioritairement de contrebalancer l'image noire qui s'est développée au cours de l'automne.

Cette réhabilitation du soldat français concerne au premier chef les volontaires marseillais précédés en Italie d'une sinistre réputation. Ranza multiplie les anecdotes édifiantes dans son journal pour transfigurer ces volontaires si mal perçus. Le rédacteur consacre tout un article à un volontaire dans le but de « détromper les Italiens à l'égard du caractère français, les persuader que les rumeurs qui circulent quant à la sauvagerie des mœurs de l'armée française et aux horreurs qu'elle commet ne sont que mensonges et infamie et que, loin d'être des anthropophages, les Français conservent toute la sensibilité et toute l'humanité qui leur sont propres ». Le *Monitore Italiano* se fait l'interprète du second bataillon des Bouches-du-Rhône et plus particulièrement du citoyen Giuseppe Grallia qui sauva un petit Niçois pris dans le feu des troupes ennemies. De retour à Nice, Grallia manifesta le désir de s'occuper de cet enfant et de le considérer comme son propre fils. Lorsque sa mère le retrouva, Grallia refusa toute récompense, hormis l'affection que l'enfant lui témoignait. Apprenant cet acte de civisme, son général lui fit tous les honneurs, que sa conduite méritait; et Ranza de conclure: « Italiens, apprenez à bien connaître les vrais Français, leur honnête caractère de bons républicains. Ils viennent à vous en libérateurs en amis, en frères. Recevez-les avec joie et vous trouverez votre propre félicité!<sup>10</sup>... » Le propagandiste a bien senti tout le parti qu'il pouvait tirer de l'affaire Grallia. Il parvient à toucher trois opinions publiques bien différentes. La première, ce sont les Italiens et en particulier ses compatriotes piémontais soumis à la propagande royale. Il faut dire que Grallia est la personne idéale pour présenter les vertus républicaines. Celui-ci n'est pas marseillais, mais d'origine piémontaise. Ainsi ce volontaire devient le héros « absolu » qui permet à l'opinion piémontaise de s'identifier à lui. Les seconds sont évidemment les Niçois eux-mêmes incarnés par l'enfant recueilli. Enfin les militaires eux aussi sont concernés. En présentant Grallia comme un héros à des fins d'édification, il tente d'en faire un exemple qui inspire les autres volontaires. Cette idéalisation du soldat français par la présentation de héros vertueux se poursuit tout en long de l'éphémère vie du *Monitore*.

Les réseaux de Ranza se mirent à l'œuvre pour diffuser la bonne parole inspirée des articles du *Monitore*. Ainsi, lors de la publication d'une pastorale qui discréditait l'armée et le gouvernement français et exhortant le peuple piémontais, à soutenir son roi et la guerre contre la France, les parti-

10. *Il Monitore Italiano* n° 8. 18 janvier 1793 p. 113.

sans de Ranza en Piémont affichèrent nuitamment à la porte de la cathédrale une contre-oraison qui honorait l'armée d'Italie. Cet écrit déclara Ranza montre bien « l'esprit révolutionnaire qui anime le Piémont<sup>11</sup>. »

Le journal devint aussi rapidement une tribune pour les généraux. Le *Monitore* publia l'adresse du général en chef d'Anselme aux troupes françaises alors qu'il est déjà tombé en disgrâce. Travaillé par le souci de se rallier et surtout de convaincre l'armée de sa haute mission, le général français tenta de justifier la lutte dans laquelle elle était engagée : « Afin d'établir la liberté et l'égalité entre tous les Français, l'armée a le devoir d'abolir les monarchies<sup>12</sup>. » Il s'agit toujours pour Ranza de tenter d'effacer l'effet désastreux qu'ont eu les premières exactions commises par les Français dans le comté et utilisées par la propagande royaliste.

Cependant, le rédacteur admit progressivement que les troupes révolutionnaires, par leurs exactions répétées, s'étaient aliénées une bonne partie de la population du pays niçois. L'image des combattants de la liberté s'était très rapidement dégradée. Vanter les exploits des hommes de l'armée d'Italie ne suffisait plus et il décida de faire de son journal un instrument de diffusion des valeurs républicaines afin de tenter d'inculquer aux combattants une plus grande morale civique.

Ranza à plusieurs reprises ouvrit son journal au citoyen Dorfeuille<sup>13</sup>, un ancien acteur dont les talents de propagandiste avaient attiré l'attention du général d'Anselme. Celui-ci publia des discours civiques adressés aux soldats français. Surnommé le « Timon de la Révolution » par l'abbé Bonifacy, chroniqueur sans indulgence de l'histoire de la Révolution à Nice, Dorfeuille déclara dans les pages du *Monitore* : «...un soldat républicain ne doit pas simplement mourir, il doit vendre sa vie au plus haut prix, la patrie ne veut pas de victimes, elle veut des défenseurs... Soldats vous combattez pour des principes... faites un temple à la liberté, une arène de supplice au despotisme (...) Soldats, unissez-vous, fraternisez, régénérez vos sentiments d'héroïsme et d'humanité... afin de solenniser l'auguste festivité que la République prépare à l'univers : le mariage du genre humain avec la liberté ; soldats, soyez-en les sacerdotés<sup>14</sup>. »

Avec le retour des revers, le discours de Ranza se radicalisa. Dans un article intitulé « Le Carnaval républicain ou le Bal des Rois », le rédacteur du *Monitore Italiano* écrivit que les « apôtres » de la Raison et de la Vérité devaient agir avec célérité dans la réalisation de leurs desseins.

Cet article constitua un tournant dans le discours développé dans ce journal. En effet avec l'annonce de la Patrie en danger, les positions du journaliste se radicalisèrent. Désormais, il s'adressa simultanément à trois popu-

11. R.-M. ROSTAGNO-BERTHIER, *op. cit.*, p. 212.

12. *Il Monitore Italiano* n° 4, janvier 1793, p. 62.

13. *Il Monitore italiano* n° 4, janvier 1793, p. 69.

14. *Il Monitore Italiano* n° 14, 16 mai, p. 219 et suivantes.

lations distinctes, le peuple français et en particulier les soldats de la Révolution, les Niçois mais aussi les peuples d'Italie à libérer et au premier chef, les Piémontais.

Ranza exhorta le peuple (français) à « s'abandonner avec résignation à tous les travaux qui préparent la victoire et la liberté de l'Europe ». Il fallait montrer disait-il « à l'univers sordide que nous sommes un peuple généreux, animé par la passion sublime de la Liberté (...) En épouvantant les Tyrans les Français montreront qu'ils savent mieux vaincre, que compter sur l'ennemi ». Ranza employa de plus en plus un ton messianique pour inciter le peuple aux sacrifices et à l'abnégation afin que « le nom français soit immortalisé et que la reconnaissance des peuples libérés soit votre récompense ».

Rien n'illustre mieux l'engagement du journaliste piémontais dans cette « guerre de propagande » que la lettre qu'il adressa au « citoyen Robespierre membre de la Convention nationale » et qu'il publia dans le *Monitore* le 3 juin 1793. Propagateur de « la déclaration des droits de l'homme » dans le comté de Nice, il veut, dit-il, « ...émettre quelques vérités qui puissent procurer un utile résultat ». et il ajoute plus loin : « ...Si la conquête a ouvert les portes du Piémont, il faut pour que la Liberté et l'Égalité républicaines portent leurs fruits, (...) faire quelque chose de plus ». Ce quelque chose n'était autre que l'indemnisation promise par les commissaires Jagot aux Niçards, victimes de la rapine commise par le général d'Anselme et ses acolytes. Conscient du mal perpétré par certaines unités de l'armée française, Ranza demanda au gouvernement de faire un effort afin justement de dissiper ce malaise exploité par le gouvernement piémontais. Il demandait en outre que la discipline des armées fusse observée très strictement, que le respect des personnes et des propriétés, de l'Église et des prêtres soit assuré.<sup>15</sup>

En fait, le patriote piémontais ne pouvait plus ignorer qu'une partie de la population niçoise rejetait désormais en bloc la présence militaire française. Les successeurs de d'Anselme étaient en effet de plus en plus confrontés à ce que l'on nommait alors dans le jargon militaire une « petite guerre », c'est-à-dire un mouvement de guérilla.

Il convient maintenant de s'interroger sur l'influence réelle de cette feuille patriotique dans le département et en Italie du Nord. Organe révolutionnaire, le *Monitore Italiano* avait fait l'objet dès sa parution d'une adresse des colons marseillais qui demandait aux communes qui ne pratiquent que l'italien de s'abonner à celui-ci « ...seul périodique qui soit patriote et attaché aux bons principes..., en attendant, l'administration le fournira gratis aux communes démunies<sup>16</sup>... ».

15. *Il Monitore Italiano* n° 4, 14 janvier 1793, p. 54.

16. *Il Monitore Italiano* n° 14, 18 février 1793, p. 209 et suivantes.

Cependant la surveillance de la police sarde en paralysant la circulation de ce journal, en empêcha la diffusion et la vente; très vite la situation financière du journal devint particulièrement critique et il cessa de paraître au bout de six mois.

Il restait à Ranza une seule possibilité: se tourner vers le général en chef de l'armée d'Italie, Biron. Le Piémontais se plaignit à ce dernier dans une lettre datée du 18 février 1793 et publiée dans le *Monitore Italiano*.

Biron promet de souscrire un abonnement à vingt-quatre exemplaires. Le directeur du Moniteur croyait avoir sauvé son œuvre, il dut cependant vite déchanter. Le général en chef de l'armée d'Italie n'en prit finalement que cinq<sup>17</sup>. Ce désaveu du nouveau chef de l'armée d'Italie laisse songeur.

Ranza avait-il commis une erreur en vantant les mérites de Custine dans l'un de ces articles? Biron, ancien subordonné de Custine n'appréciait guère ce général<sup>18</sup>. Le journaliste n'avait pas hésité à rappeler au commandant de l'armée d'Italie qu'à l'armée du Rhin, Custine subventionnait le professeur Boemer dont le journal propageait en Allemagne la connaissance des droits de l'Homme: «L'apostolat que le professeur Boemer exerce à l'armée du Rhin, le professeur Ranza l'exerce avec un égal soin à l'armée d'Italie<sup>19</sup>».

Le général ne fit rien pour sauver le *Monitore Italiano*. Dans l'avant dernier numéro du deuxième trimestre, Ranza fit insérer un avis: les abonnés étaient priés de tenir le prix du second semestre au *Monitore Italiano* à Nice ou à l'office de la poste, soit deux écus effectifs pour l'Italie et pour la France, vingt livres monnaie nationale. Il faut croire que rien ne vint puisque le *Monitore* cessa de par ces mots qui peuvent être compris comme un adieu: «Fin de premier semestre, amen». L'entreprise laissait un déficit de 800 livres<sup>20</sup>.

L'insuccès de la feuille publiée par Ranza n'est pas dû uniquement à l'efficacité de la censure en Italie ou d'une certaine hostilité de Biron. L'absence de documentation ne nous permet que d'émettre quelques hypothèses. Le général en chef avait peut-être aussi compris que l'audience du journal était d'autant plus limitée que, Ranza, intellectuel nourri de rhéto-

17. R. M. ROSTAGNO-BERTHIER, *op. cit.*, p. 242.

18. Antoine DEMOUGEOT, *art. cit.*, p. 37.

19. S.H.D. de Vincennes - Sous série B3-3 - Lettre de Giovanni Ranza à Biron, général en chef de l'armée d'Italie, 18 février 1793.

20. On peut comparer les discours de Ranza avec ceux du révolutionnaire allemand Georg Forster: «l'armée de la liberté se répand au-delà des frontières, toute la Savoie, Nice, Spire Worms Mayence et Francfort tombent presque sans résistance dans les mains de ces Francs. Mons ouvre ses portes au vainqueur Dumouriez, Trêves attend avec impatience l'arrivée du courageux Wimpfen et, dans les montagnes de l'autre côté du Rhin, les Hessois et les Prussiens fuient devant Custine le citoyen général et ses troupes de la liberté». Comme son contemporain Ranza, Forster «en reviendra» à la suite des contributions forcées exigées des Mayençais, bien que dans un premier temps, il ait justifié cela par le droit du vainqueur en invitant ses compatriotes à se dire bien contents». In *Un révolutionnaire allemand, Georg Forster 1754-1794*, édité et traduit par Marita Gilli, Paris, 2005, «Des relations des Mayençais avec les Francs».



rique ignorait tout du langage direct imagé qui séduisait les masses, en frappant les esprits. C'est à la raison qu'il s'adressait alors qu'il aurait fallu utiliser un style passionné. Froide et ennuyeuse, sa dialectique ne pouvait être comprise que des bourgeois lettrés et des prêtres et non d'une population simple et peu versée dans ce genre de dissertation. Est-ce à dire que les Niçois et les Italiens en général furent ineptes ou simplement indifférents aux événements qui allaient bouleverser leur pays ? Il semble que les populations n'étaient pas encore mûres pour comprendre toute la portée des « événements politiques » qu'elles vivaient. Les populations civiles étaient avant tout préoccupées par leurs problèmes quotidiens et actuels<sup>21</sup>. Elles s'inquiétaient aussi de voir déferler une armée composée de soldats voraces portés sur la rapine. Il ne s'agit pas là d'une représentation propre aux armées de la Révolution. Durant toute l'époque moderne, les armées conquérantes étaient vues avec inquiétude par les populations majoritairement rurales. L'échec de Ranza anticipe aussi les déconvenues de nombreux révolutionnaires italiens durant la période du *Triennio*. Le discours intellectuel de Ranza ne s'adressait qu'à une frange érudite de la population et pouvait apparaître aux yeux de la majorité comme un indigeste produit d'importation. Ranza demeurait dans l'ombre de ces « missionnaires armés » qui apparaissaient plutôt comme de menaçants prédateurs venus réquisitionner et voler les biens des habitants du Piémont.

L'échec de Ranza est largement dû à son parti pris rhétorique. Le directeur du *Monitore Italiano* s'avéra incapable de construire un discours capable d'atteindre les foules piémontaises pour qui les références à Rome ou à Sparte n'évoquaient pas grand chose. Ce type d'erreurs devait se renouveler souvent en Italie. Vincenzo Cuoco, quelques années plus tard, tiendra des propos sans aménité sur les conséquences néfastes de cette pesante rhétorique dont s'abreuyaient bon nombre de patriotes napolitains<sup>22</sup>.

## ESPIONS, FAISEURS DE PLANS ET AGITATEURS AU SERVICE DE L'ARMÉE D'ITALIE

D'autres personnalités ont proposé leurs services à l'armée au cours de la période. Le rôle de ces individus a été parfois décisif dans le choix des déci-

21. Antoine DEMOUGEOT, « Ranza à Nice », *Nice Historique*, 1961, p. 42.

22. Voir notamment le débat autour des concepts de révolution active et de révolution passive, et en particulier la mise au point de Haim BURSTIN, « Autour de la « révolution passive » en Italie : réflexions comparatives », in *Annales historiques de la Révolution française*, n° 334. On peut aussi se référer à l'étude de Luciano GUERCI, *Istruire nella verità repubblicana, la letteratura politica per il popolo nell'italia in rivoluzione 1796-1799*, Bologne, 1999.

23. Pour avoir un premier aperçu de la présence des fuorusciti à l'armée d'Italie et des rapports qu'ils nouèrent avec les militaires français, on peut lire les pages que consacre Jacques GODECHOT à ceux-ci dans son ouvrage *La Grande Nation*, Paris, 1983, p. 219 à 222.

sions stratégiques et l'élaboration des plans de campagne<sup>23</sup>. Surtout, leurs actions furent utiles en matière de guerre subversive.

La proximité du monde militaire avait obligé certains exilés à réfléchir sur les besoins et le fonctionnement d'une armée. Les patriotes se devaient de renseigner l'armée d'Italie sur la nature du théâtre d'opérations. Certains *fuorusciti*<sup>24</sup> dressèrent des plans de campagne qu'ils soumièrent au Comité de Salut Public et à Carnot. Plusieurs d'entre eux ne cachèrent pas au comité de salut public les difficultés qui risquaient d'attendre l'armée française en Italie. Celles-ci n'étaient pas liées aux forces de la coalition, mais plutôt à l'attitude hostile d'une partie de la population. La crainte d'une levée en masse des paysans par le roi de Sardaigne et le développement d'une nouvelle Vendée furent ainsi évoqués dans les rapports du réfugié piémontais Gédéon Muzio et du Romain Joseph Ceracchi<sup>25</sup>. Pour ces deux personnages<sup>26</sup>, une telle hypothèse avait de fortes chances de se réaliser si bien qu'ils préconisèrent de porter les effectifs de l'armée d'Italie de 150 000 à 220 000 hommes non pour conquérir le pays, mais plutôt pour le tenir. Or, nous savons qu'à la veille de la campagne de Bonaparte, l'armée d'Italie ne disposait que de 70 000 hommes dont un bon tiers était affecté à la surveillance des arrières et des côtes. Les succès obtenus par Bonaparte dans la conquête de l'Italie du Nord avec des effectifs réduits semblent donner tort aux patriotes. Or le succès de la campagne d'Italie portait en germe les désastres futurs. La réussite fulgurante du jeune général éclipa les difficultés liées au contrôle d'un aussi vaste territoire. Les révoltes endémiques dès 1796 culminèrent en 1799 au point de paralyser une partie de l'armée présente dans la péninsule. Avec le recul, les estimations des réfugiés se sont donc révélées réalistes car ils ne cachaient pas aux Français les difficultés auxquelles l'armée d'Italie se heurterait pour maintenir l'ordre en cas d'insurrections populaires.

Ces rapports associent aussi une solide réflexion stratégique (que l'on ne retrouve guère sous la plume des généraux français entre 1792 et 1795) à des renseignements pratiques immédiatement exploitables par les état-majors. Les réfugiés fournissent notamment des données topographiques précises en

---

24. Tout au long de la période allant de 1792 à 1796, les réfugiés italiens ont fourni des plans et croquis aux autorités militaires et politiques. Ces documents sont disséminés dans divers fonds, mais surtout au service Historique de la Défense (dans la sous-série B3) et aux archives nationales (sous-série AFIII).

25. Antonino DE FRANCESCO a notamment décrit l'attitude conspiratrice des patriotes de 1792 à 1799 dans « Genova e l'Italia: il complotto democratico » dans *Rivoluzione e costituzioni, saggi sul democratismo politico nell'Italia napoleonica 1796-1821*, Naples, 1996, p. 29-50.

26. Comme le rappelle Anna Maria RAO, l'aspect le plus significatif de l'action des exilés était d'exercer une pression constante pour obtenir une intervention militaire française. Cela devait passer par une action de propagande menée parallèlement à l'organisation d'une conjuration générale en Italie pour promouvoir à l'intérieur les mouvements insurrectionnels et faciliter l'avance française en évitant aussi que celle-ci ne se résume qu'à une simple conquête militaire. Anna Maria RAO, *op. cit.*, p. 69.

27. A.N. AF III 185 – Muzzio Gédéon Piémontais réfugié dans le département des Alpes-Maritimes à la commission du mouvement des armées de terre, Nice le 8 frimaire an III.

décrivant avec précision les lieux de passage possibles pour l'armée<sup>27</sup>. Pour Ceracchi, le contrôle d'une ligne de places comportant Alexandrie, Plaisance, Modène, Bologne et Ferrare ainsi que l'occupation des duchés de Parme et de Modène et du nord des États du pape constitueraient une vaste base d'opérations pour l'armée d'Italie. Les Français pourraient mener au nord la lutte contre l'empereur en Vénétie. Les États au sud du Pô et au centre de la péninsule fourniraient les fonds et les vivres pour la guerre. Rome pourrait fournir largement les fonds pour financer la campagne. Le pillage et la réquisition pour cet auteur étaient un mal nécessaire, c'est pourquoi, il désirait avant tout faire reposer le financement des opérations sur l'État ecclésiastique, en cela, ses idées rejoignaient celles du diplomate François Cacault en poste en Toscane<sup>28</sup>.

La dimension européenne du conflit n'échappe pas aux *fuorusciti*. L'étude de ces rapports fait apparaître une hiérarchisation des ennemis à combattre. L'empereur germanique et les souverains d'Italie passent au second plan. L'ennemi principal est l'Angleterre, la nouvelle Carthage dont il faut détruire le commerce en Méditerranée. Le rapport de Muzio et celui de Ceracchi convergent sur ce point précis et tous les deux proposent le meilleur moyen d'en venir à bout. La clef de la victoire est la prise de Livourne. La conquête de ce port est préférable à une opération de débarquement en Corse pour y chasser les Anglais. En s'emparant de Livourne, les Français priveraient donc l'Angleterre de leur principal point d'ancrage en Italie. Ceux-ci ne pourraient plus fournir à l'empereur les moyens nécessaires pour que celui-ci organise dans la péninsule « le fanatisme destructeur de la Vendée ». Enfin privé de Livourne, le sort de la Corse sécessionniste serait scellé et l'île rentrerait dans un bref délai dans le giron français. Ces deux rapports intègrent donc la future campagne d'Italie dans une grande stratégie méditerranéenne, cette dernière visant à abattre la puissance commerciale et maritime de l'Angleterre en Méditerranée. Le pragmatisme de Ceracchi va jusqu'à soutenir une alliance offensive entre la France républicaine et l'Espagne des Bourbons contre l'Angleterre. Ce sera chose faite en 1798.

Cette accumulation d'informations souvent très précises n'était possible que par le développement d'un efficace réseau de renseignements. Muzio se vantait d'avoir avec son ami Pelisseri<sup>29</sup> fourni à l'armée d'Italie les plans de la forteresse de Ceva<sup>30</sup>. Certains réfugiés furent même directement intégrés à

28. À propos de l'action de François Cacault en Italie, voir l'étude de Pasquale VILLANI, « François Cacault decano dei diplomatici francesi in Italia durante la rivoluzione », *Studi Storici*, 2<sup>e</sup> t., 2001, p. 461.

29. A.N. AF-III 185 - Joseph Ceracchi, *ibid.*, p. 4.

30. Gédéon Muzio au Comité de salut public, *op. cit.*, p. 4.

31. Un autre réfugié condamné à mort par contumace en 1794, Guglielmo Cerise fut intégré comme médecin dans l'armée des Alpes.

32. R. DIANA, « Les débuts du général Baron Jean Baptiste Rusca » dans *Nice historique*, octobre-décembre 1973, p. 116.

l'armée d'Italie obtenant des grades et des commandements<sup>31</sup>. On peut citer l'exemple de Jean-Baptiste Rusca<sup>32</sup> qui, par son rôle d'éclaireur, permit aux Français de prendre à revers l'imposante forteresse de Saorge et de remporter la victoire de Col Ardente. Rusca, médecin de la garnison de Monaco avant l'arrivée des Français, se rallia progressivement aux idées jacobines au point d'acquérir une réputation d'exalté. Son adhésion à la société populaire de Nice ne passa pas inaperçue puisqu'il y prit la parole à plusieurs reprises pour y dénoncer les prévarications de divers agents. C'est là qu'il se fit remarquer par les représentants en mission Ricord et Robespierre le Jeune. L'intégration de Rusca à l'armée d'Italie se fit par étapes. Il commença par servir comme officier de santé et eut notamment en charge au début de l'année 1793 deux hôpitaux à Nice, un à Villefranche et un petit dépôt à Levens. Le siège de Toulon mit un terme à sa carrière médicale. Rusca parvint à se faire muter à la tête d'une unité de pionniers<sup>33</sup>. De retour à Nice, il s'illustra à la tête d'une compagnie d'éclaireurs, tout en participant aux séances de la société populaire de Nice. Rapidement, Rusca gravit les échelons et atteint le grade de chef de bataillon. Il devint un proche de Masséna (lui-aussi ancien sujet du roi de Sardaigne). Rusca allait développer un réseau d'informateurs qui finit par alarmer l'armée sarde. L'homme était réputé connaître le moindre sentier de contrebandiers. Les thuriféraires de ce futur général et baron d'Empire ont prétendu que les Sardes avaient même monté une opération pour tenter de l'enlever ou de l'éliminer tant ce sujet renégat était considéré comme dangereux. Si l'existence d'une telle opération paraît dépourvue de fondements, en revanche il est certain que le réseau d'espions de Rusca fournissait de précieux renseignements à l'armée d'Italie<sup>34</sup>.

Aux côtés de Rusca, le maître-espion par excellence fut un autre Piémontais : Angelo Pico. Le personnage demeure peu connu du simple fait de son activité secrète. Avant la Révolution, il avait exercé la profession d'avocat. Conspirant contre Victor Amédée de Sardaigne, il avait été condamné à mort par contumace en Piémont. Son effigie avait été pendue en place publique. Pico avait participé à la conjuration jacobine de 1794 et était considéré comme l'« un de ceux qui s'obstinèrent à vouloir faire en Piémont une révolution locale sans l'intervention des Français ». Arrêté, il se sauva des prisons de la Porte du Pô et passa à Milan. On le retrouve en France quelques mois plus tard où il semble très bien accueilli par les autorités françaises qui voient en lui un expert en matière d'espionnage et de relations franco-piémontaises, il est sollicité par Chiappe pour rédiger une ébauche de plan de pourparlers de paix avec le Piémont. Pico se prête parfaitement au jeu. Dans

33. R. DIANA, *ibid.*, p. 119.

34. R. DIANA, *ibid.*, p. 123.

35. AN-AFIII-80-Nivôse An IV - Mémoire de Pico relatif aux tractations de paix avec S.M. le Roi de Sardaigne.

le plus grand secret, Pico envoya un de ses hommes, un certain Squinotti accompagné d'un chef de bataillon français faire ces propositions<sup>35</sup>.

La négociation secrète échoua et Pico en tira une série de conclusions à l'égard du gouvernement sarde. Il finit par penser que : « une guerre entreprise contre l'opinion du peuple, la multiplicité des impôts, la masse du papier monnaie en circulation, les levées forcées, la misère générale et la crainte de l'avenir font désirer aux Piémontais l'arrivée des Français qui éprouveront toute facilité et la bonne volonté des habitants si on les préserve des pillages de la violence et de l'inconduite des troupes<sup>36</sup> ». Ainsi l'homme désirait a priori mettre fin à la guerre avec le Piémont puis que la monarchie sarde accomplisse un retournement d'alliance bénéfique pour elle car elle aurait pu récupérer en échange de la Savoie, de Nice et d'enclaves comme Loano et Oneille, le riche Milanais.

Ce comploteur-né semble avoir donné de précieux renseignements à la veille de la bataille de Loano (septembre 1795) sur le dispositif austro-sarde si l'on en croit le général en chef de l'armée d'Italie d'alors Barthélemy Schérer<sup>37</sup>. On prétend aussi qu'il serait parvenu à infiltrer l'état-major autrichien à la veille de Rivoli (janvier 1797)<sup>38</sup>. On le retrouve présent à Vérone quelques jours avant la sanglante révolte des « Pâques véronaises » qui marque le début de la fin pour la République de Venise. Son action et son implication dans les événements demeurent obscurs.

Pico désirait avant tout que les Piémontais et les autres peuples d'Italie fassent la révolution eux-mêmes. S'il est l'archétype de l'espion et du conspirateur, ses sentiments à l'égard de la France évoluèrent au cours de la période révolutionnaire. On le retrouve mêlé à la conspiration anti-française des rayons et dénoncé au Directoire par le général Grouchy<sup>39</sup>.

D'autres proches de Pico avaient rejoint l'armée d'Italie et animaient des réseaux d'informateurs en général bien infiltrés au sein des cours et des états-majors adverses. Ces patriotes italiens dont les plus connus sont Cerise, Pelisseri (précédemment cité) et Rossignoli avaient eux aussi fait leurs premières armes durant les expériences révolutionnaires à Nice<sup>40</sup>.

Le chef-lieu du tout nouveau département des Alpes-Maritimes n'était pas le seul lieu de ralliement des républicains italiens. La Sérénissime

36. AN-AFIII-80-Nivôse An IV- Mémoire de Pico, *op. cit.*

37. Giorgio VACCARINO, *I Giacobini piemontesi*, Rome, 1989 (Ministero Per I Beni Culturali Ambientali. Pubblicazioni Degli Archivi Di Stato. Saggi 19) Tome 1, p. 36 à 76.

38. Giorgio VACCARINO, *op. cit.*, p. 75.

39. Alain MONTARRAS, « Le problème du renseignement pendant la première campagne d'Italie », dans *La Liberté en Italie, Actes du colloque de Vincennes, Centre d'Études d'Histoire de la Défense*, juin 1995, p. 30 à 42.

40. Giorgio VACCARINO, *op. cit.*, p. 80, 81 et 82. Tous ces personnages appartinrent au gouvernement provisoire du Piémont en 1798 et furent soupçonnés d'avoir ourdi la fameuse conspiration anti-française des rayons en 1799.

République de Gênes qui demeurait toujours neutre attira aussi les proscrits de la péninsule.

Le Comité de salut public désirait avant tout éviter une déstabilisation révolutionnaire pouvant servir de prétexte à une intervention des forces coalisées. Le maintien de la neutralité génoise permettait à l'armée de faire de Gênes l'emporium idéal pour les vivres et le matériel destinés aux troupes combattant dans le pays niçois. En fait, Robespierre avait redéfini la politique extérieure de la République au cours du mois de novembre. De son rapport du 17 novembre 1793 adressé à la Convention<sup>41</sup>, il ressortait que la France renonçait à la « guerre de propagande » tout en réaffirmant l'importance des alliances traditionnelles. Évidemment, si une révolution éclatait à l'étranger, les patriotes bénéficieraient du soutien de la Grande Nation. Cependant, cette dernière ne devait pas avoir l'initiative du mouvement. Ces positions pragmatiques s'expliquaient en partie par la nécessité de maintenir des liens commerciaux avec les États demeurés neutres à un moment où la France offrait le spectacle d'une forteresse assiégée. C'était, cependant, sans compter sur les opinions radicales de certains diplomates en poste dans les pays neutres.

Au début de l'année 1794, les réfugiés bénéficiaient de la protection de Tilly, l'agent de la République française auprès de la Sérénissime<sup>42</sup>. Le Français prenait son rôle à cœur, mais se laissait emporter par moment par sa passion jacobine au point que Saint-Just finit par critiquer ce diplomate trop zélé qui risquait de compromettre les relations commerciales vitales avec l'armée d'Italie. Tilly était considéré comme « âpre, extrêmement prononcé, toujours résolu, éloquent par la force de l'amour propre, opiniâtre par l'ascendant des idées, méprisant l'inquiétude des erreurs et la sagesse des réflexions <sup>43</sup> ».

Il est indéniable que Tilly fut, depuis Gênes, l'un des éléments fédérateurs de cette internationale jacobine vers lesquels convergeaient nombre de *fuorusciti*. Le diplomate français avait noué des rapports secrets avec le groupe des patriotes génois qui se réunissait dans la pharmacie Morando, et il appuyait la tentative de réforme constitutionnelle que les députés anti-oligarques soutenaient dans le Conseil Majeur; de plus il favorisait la compila-

41. Jacques GODECHOT, *op. cit.*, p. 77 et 78.

42. Sur les rapports entre l'agent Jean-Jacques Tilly et les patriotes napolitains voir, Atilio SIMIONI, *Le origini del Risorgimento politico del Italia Meridionale*, Messine, Rome, date?, vol I, p. 113 à 116. Voir aussi Antonino DE FRANCESCO, *op. cit.*, p. 30 et suivantes.

43. Gianfrancesco BASTIDE, *Considérations libres sur la révolution de Gênes*, Paris, 1798, p. 22. Cependant, l'image faisant de Tilly un extrémiste incontrôlable a été nuancée par des travaux récents. Voir en particulier, Pasquale VILLANI, « Agenti e diplomatici francesi in Italia (1789-1795). Un giacobino a Genova: Jean Tilly, » dans *Società e storia*, n° 64 A. XVII, 1995, p. 529.

44. Pietro NURRA, *op. cit.*, p. 10.

tion, l'impression ainsi que la diffusion de publications polémiques contre le gouvernement de Gênes<sup>44</sup>.

Les événements qui mûrissaient et l'hostilité ouverte de Tilly conspiraient toujours davantage à présenter le gouvernement comme étant lié secrètement à la coalition.

Grâce à l'action partisane de l'agent français, Gênes était devenue peu à peu un fervent centre de jacobinisme ou, pour le dire comme Saint-Just, une « pépinière de propagandistes » lesquels s'employaient à convertir l'Italie par la puissance du verbe, et à organiser des conjurations pour supprimer en un seul jour tous les tyrans.

L'idée de lancer une grande campagne de propagande déjà tentée par Ranza avait été reprise par les représentants en mission près l'armée d'Italie, Robespierre le Jeune et Ricord. Mais la prudence était de mise. Car il ne fallait pas effrayer l'élite dirigeante génoise. Plusieurs initiatives eurent lieu. Ainsi, le Romain Enrico Michele l'Aurora, depuis Menton lança un manifeste incitant les Italiens à former des légions pour libérer l'Italie. D'autres réfugiés bénéficièrent de la protection des représentants en mission. C'est le cas du Syracusain Pasquale Matera et plus tard des Napolitains Carlo Lauberg et Antonio Vitaliani, rescapés de la réaction bourbonnienne de 1794.

Cependant, les patriotes génois Gio. Carlo Serra, Gaspare Sauli<sup>45</sup> et d'autres encore, qui espéraient grâce à l'intervention française la chute du gouvernement oligarchique, entretenaient avec ce groupe des rapports suivis.

L'agitation « des jacobins, des francs-maçons, des jansénistes<sup>46</sup> » devenait de jour en jour plus visible en Ligurie. De nombreuses feuilles volantes, manifestes et manuscrits ou imprimés incitaient les esprits à un mouvement révolutionnaire. Cela ne fit que renforcer la crainte d'une fraction grandissante de la population qui agita le spectre de la menace jacobine à l'intérieur de Gênes. Ainsi des brochures hostiles aux jacobins se mirent à leur tour à circuler. Les auteurs étaient sans doute des proches de l'oligarchie génoise ou tout simplement des agents de la coalition nombreux dans le grand port, tant Gênes était devenue le lieu de rencontres et de tractations de l'Europe méditerranéenne en guerre.

Ces attaques anti-françaises et anti-jacobines étaient étayées par le déroulement des événements politico-militaires en l'occurrence la marche triomphale de l'armée d'Italie sur le repaire de corsaires sardes d'Oneille au cours du mois d'avril 1794. Celle-ci devait plus que toute autre chose précipiter l'action du gouvernement génois à l'encontre des patriotes réfugiés.

---

45. Sur les origines de Gio. Carlo Serra – Voir Calogero FARINELLA – « Gli Anni di Formazione di Gio. Carlo e Girolamo Serra » dans *Loano 1795. Tra Francia e Italia dall'ancien régime ai tempi nuovi*. – Atti del Convegno Loano, 23-26 novembre 1995 a cura di Josepha Costa Restagno, Bordighera, 1998, p. 447-461.

46. Sur cette agitation voir l'article d'Antonino DE FRANCESCO - « Genova e l'Italia: Il complotto democratico nella pratica politica del Triennio » dans *Loano, 1795, op. cit.*, p. 341-363.



Sans doute pour empêcher que l'expédition d'Oneille ne devienne le signal d'un soulèvement intérieur, Serra, Sauli ainsi que les autres chefs du mouvement jacobin furent arrêtés sous l'imputation de complot « *attentatae reformationis legum ser. Mae Reipublicae... cum publicae tranquillitatis prejudicio* ». Cette action ne rassura guère les représentants du peuple à l'armée d'Italie qui s'empressèrent de faire part au gouverneur de Sanremo de leur mécontentement. Ce dernier fut impressionné par leur réaction et alla jusqu'à conseiller à son gouvernement de faire un geste d'ouverture en libérant quelques-uns des incarcérés. Les représentants en mission, influencés par le jeune général Bonaparte devenu entre-temps leur éminence grise, manifestèrent ostensiblement leur colère au gouverneur génois de Sanremo et menacèrent d'occuper plusieurs forteresses et ports ligures qu'ils jugeaient stratégiques. Ils en profitèrent pour réclamer l'accélération de travaux de réfection pour les routes avec comme arrière pensée d'en bénéficier pour faire rouler l'artillerie et les chariots de l'armée d'Italie.

En fait, ces arrestations satisfaisaient les intérêts français. Un coup de force jacobin à Gênes aurait accru le risque d'une intervention coalisée et on sait que, de plus en plus, les rapports de Tilly étaient remis en cause par Paris<sup>47</sup>. Le pragmatisme dominait chez les représentants. L'arrestation des patriotes à Gênes leur conférait l'aura de martyrs et donnait aux Français un moyen de pression efficace à l'heure où l'armée d'Italie démontrait toutes ses possibilités en Ligurie.

Les représentants en mission conseillés par Bonaparte menèrent à l'encontre du très impressionnable gouverneur de Sanremo une sorte d'opération de « guerre psychologique », expression certes anachronique mais qui reflète bien la réalité du moment.

Il faut croire que le gouverneur génois fut suffisamment effrayé. Car il sut se montrer convaincant lorsqu'il s'adressa à ses supérieurs. Les Français obtinrent les avantages stratégiques et financiers qu'ils recherchaient tout en évitant pour l'heure la déstabilisation de la Sérénissime dont la neutralité s'était jusque-là avérée si utile. Les patriotes incarcérés furent sans le savoir utilisés à ces fins.

#### BUONARROTI ET L'ARMÉE D'ITALIE À ONEILLE: L'IMPOSSIBLE ENTENTE

À côté des événements qui secouaient Gênes, l'occupation d'Oneille entraîna des interrogations quant au statut de la nouvelle conquête. On oscillait entre le désir d'organiser le rattachement ou bien de préparer un troc avec la République de Gênes. Les représentants en mission près l'armée d'Italie Augustin Robespierre et Saliceti, désiraient avant toute chose donner un

47. Pietro NURRA, *op. cit.*, p. 23.



caractère légal et républicain à l'occupation du territoire conquis par l'armée. La place d'Oneille régénérée pouvait devenir la vitrine de la Révolution française et une place de premier plan pour la diffusion de la propagande en Italie. Les représentants en mission se tournèrent vers Filippo Buonarroti pour mettre en place les cadres administratifs du nouveau territoire et pour faire d'Oneille une base idéale pour propager les idées révolutionnaires dans la péninsule. Celui-ci s'installa après les combats à Oneille (20 germinal an II - 9 avril 1794) avec le titre pompeux de « commissaire national, chargé de la mission d'exercer la police de sécurité et de surveiller les opérations relatives aux biens appartenant à la République dans les pays conquis au-delà de Menton ». Le 3 floréal, un décret de Robespierre et de Saliceti confirmait son titre de Commissaire National lui confiant « provisoirement l'autorité administrative de police et de sécurité générale dans le territoire d'Oneille, Loano et parties conquises au-delà de Menton<sup>48</sup> ».

Le choix de Buonarroti n'était pas fortuit. Celui-ci avait progressivement noué des liens d'amitié avec des représentants en mission influents tels que Saliceti. Buonarroti s'était déjà frotté au milieu militaire. Il avait participé à la désastreuse expédition de Sardaigne. Le Toscan connaissait les qualités et les défauts des soldats français et devait faire preuve de réalisme dans sa collaboration avec les généraux. C'était apparemment l'homme idéal pour transformer Oneille en vitrine de la Révolution française. Cependant, Buonarroti allait effectivement très vite se heurter aux dures réalités d'un pays conquis et occupé par une armée qui n'avait que quelques jours de vivres devant elle. Le conflit larvé entre le commissaire et les autorités militaires françaises préfigure dans le cadre du microcosme d'Oneille les oppositions plus ou moins vives entre le pouvoir militaire français et les patriotes italiens placés à la tête des administrations des républiques sœurs à partir de la campagne de 1796-1797.

En attendant, dès sa prise de fonctions, le premier acte du commissaire consista à rappeler les exilés. Le délai pour leur retour fut souvent prolongé pour les paysans et les ouvriers et on essaya par la suite maintes fois de rassurer et d'inciter au retour les habitants « que les curés et les aristocrates avaient épouvantés ». Même au mois de février de l'année suivante, on accordait toujours le droit de revenir aux fugitifs non recensés. Dès le 20 floréal (9 mai), Buonarroti se consacra à la mise en place de la propagande révolutionnaire en lançant une proclamation qui constituait tout un programme mêlant rhétorique révolutionnaire et vocabulaire religieux<sup>49</sup>. Il n'y était nullement question de l'armée. Or, les habitants d'Oneille ne connaissaient de

---

48. Sur l'action de Filippo Buonarroti en Ligurie voir l'étude M. Antonino RONCO: *Filippo Buonarroti e la Rivoluzione in Liguria*, Gênes, 1982. Deux autre études majeures doivent être citées: celle de Pia ONNIS ROSA: *Buonarroti e altri studi*, Rome, 1971 et surtout le travail fondamental d'Armando SAIITA, *Filippo Buonarroti, Contributi alla storia della sua vida e del suo pensiero*, Rome, 1951-1952.

49. A.N. F7-4626 – Voir aussi Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 72.

la Révolution que ses soldats affamés et portés sur le chapardage. Le but de Buonarroti était de parvenir à la régénération de cette population mais il est probable que la proclamation avait aussi des visées plus éloignées. « Oneille pourra devenir le foyer d'inspiration pour les superstitieux italiens » écrivait-il le 10 floréal (29 avril) aux représentants du peuple, en les informant qu'il préparait d'autres proclamations qu'il s'apprêtait à lancer en Italie, une rhétorique adaptée « à l'ignorance qui pèse sur les Italiens et que je connais bien ». Il s'agit donc d'un changement profond par rapport aux tentatives de Ranza. Pour Buonarroti, il faut prendre acte du caractère particulier des Italiens et adapter la propagande à leurs mentalités particulières. L'idée d'un catéchisme républicain prenant en compte le « *genio particolare* » des Italiens s'était imposée. Il espérait que l'imprimerie Rossi de Finale ouvrirait une succursale à Oneille. Mais les autorités génoises informées par le gouverneur Soprani de Finale ne le permirent pas; le commissaire s'adressa alors à la *Stamperia Montanara* ou *Montagnarda de Straforello* et de Fort Hercule (Monaco) et le 20 floréal après réception des ébauches, il faisait imprimer mille exemplaires de la Déclaration, mille de la Proclamation et deux mille d'une chanson patriotique dans l'imprimerie de Monaco. Cependant, faute de moyens, il ne put ouvrir une succursale à Oneille<sup>50</sup>.

Cette propagande idéaliste se heurta vite à la dure réalité des faits: les besoins de l'armée en guerre. Au moment de l'institution du Comité administratif, un décret garantissait le respect de la propriété. Mais le pays occupé devait se soumettre aux mêmes sacrifices qu'en France: réquisitions et prélèvements se multiplièrent<sup>51</sup>.

Pourvoir aux besoins de l'armée tout en s'attachant le peuple, le défendre des abus, rappeler les émigrés et mener un ambitieux programme de propagande, comment concilier tout cela ?

Les conflits avec l'autorité militaire se succédèrent. Cette dernière accrut progressivement son étreinte sur le pays réquisitionnant et militarisant tout ce qui était utile à l'effort de guerre.

À propos d'une fabrique de tissus florissante que Buonarroti tenta de sauver de la fermeture, les autorités militaires lui donnèrent tort et enjoignirent au commissaire de transporter en France tout ce qui se trouvait dans la fabrique. Buonarroti se soumit de mauvaise grâce faisant remarquer que cela ruinait littéralement le village dont c'était la seule ressource, et transformerait en « assassins » les sept ou huit cents ouvriers réduits au désespoir. Il ajoutait que la fabrique maintenue aurait été utile à la République car elle produisait quatre-vingt ou cent balles de laine et il concluait amèrement:

50. Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 75.

51. Pia ONNIS ROSA, *ibid.*, p. 77 et suivante.

52. Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 78. Le 23 messidor (10 juillet), la fermeture de la fabrique fut ordonnée considérant que « cette manufacture est presque entièrement désertée par les ouvriers » et que le général Masséna, consulté, en a jugé prudent l'évacuation.

« ceci ne nous fera pas aimer par la République ». Ce type de mesure nourrissait la propagande coalisée et ternissait l'image de l'armée d'Italie<sup>52</sup>.

Dans d'autres villages, des événements semblables eurent lieu entraînant le mécontentement et parfois l'émigration vers le Piémont d'une partie de la population. Le prix plafond sur l'huile qui était la principale ressource de la vallée d'Oneille paralysait les fabriques de savon de Loano. Le sel et le blé destinés au Piémont passaient par les ports d'Oneille et de Loano : ce commerce était interrompu ainsi que le trafic maritime. La navigation était paralysée du fait de l'émigration d'une bonne partie des marins. Les moulins étaient tous réquisitionnés par l'armée et les habitants de la vallée ne pouvaient jamais faire moudre leur blé. « Dis moi comment vont les choses » protestait Buonarroti au commissaire des guerres le 6 thermidor » et « dis moi comment je peux donner à manger à des hommes dont le droit principal est de ne pas mourir de faim<sup>53</sup> ».

En fait l'armée était devenue le vrai pouvoir dans la vallée d'Oneille et certains de ses chefs la considéraient secrètement comme leur chasse gardée. L'autorité militaire avait progressivement tout infiltré. Le cas le plus emblématique fut le comité de surveillance mis en place le 26 prairial (14 juin). Celui-ci était composé de cinq membres, tous français dont deux étaient militaires. Sa mission était de surveiller la conduite et la correspondance qui, craignait-on, pouvait renseigner l'armée ennemie sur les mouvements des troupes françaises. Le comité devait aussi dévoiler les intrigues des émigrés, surveiller les fonctionnaires, examiner la conduite des réfugiés, découvrir les bons républicains, émettre des mandats d'arrestations. À cause des vexations et des pressions constantes de l'armée, le rêve de faire d'Oneille la vitrine de la Révolution française en Italie était en train de tourner au cauchemar.

Buonarroti fut désagréablement surpris lorsqu'il fut confronté au manque de civisme des républicains français et en particulier à l'absence de scrupules du personnel militaire et civil de l'armée d'Italie. Rapidement, il était devenu l'objet de critiques et de dénonciations de la part de certains officiers et agents des vivres. Le commissaire fit part de ces manœuvres louches à son ami le général Masséna : « Il y a des personnes qui essaient de monter les autorités les unes contre les autres, de diviser les patriotes. Si on compatit aux malheureux, ces hommes crient au feuillantisme et à la modération ; si on est juste et sévère, ils crient qu'il faut de la douceur et que la sévérité rebute le peuple conquis. Ces malins disent à un commandant que les agents nationaux envahissent le domaine de son autorité, et ensuite se lamentent avec les agents parce que les commandants militaires sont ennemis des autorités civiles<sup>54</sup> ».

---

53. S.H.D. de Vincennes – Sous-série-B3-11-Buonarroti au commissaire des guerres chargé de l'aile droite de l'armée d'Italie - 6 Thermidor an II.

54. Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 79.

La situation du pays n'était d'ailleurs pas stabilisée. Immédiatement à proximité de la zone des combats, Oneille demeurait un enjeu essentiel tant pour les Français que pour l'armée sarde. Buonarroti souhaitait ouvertement qu'une nouvelle offensive de l'armée d'Italie ait lieu et que les troupes républicaines débouchent en Piémont.

Une telle action permettrait de voir s'éloigner les pillards et atténuerait du même coup le mécontentement de la population qui avait été littéralement pressurée. Cependant, l'arrêt de l'offensive française avait provoqué la faillite d'une importante conjuration piémontaise qui devait favoriser de l'intérieur l'arrivée des Français. Cela eut comme corollaire, l'arrivée à Oneille de nombreux transfuges tout désireux de fournir aux militaires des renseignements et de continuer la propagande secrète en Piémont. Buonarroti était de tout cœur avec eux. Disposant de ces nouveaux soutiens, il attendit en vain le retour de l'offensive et la progression des armées françaises<sup>55</sup>.

Les conséquences de Thermidor furent dans un premier temps limitées pour le commissaire d'Oneille. Buonarroti ne fut arrêté qu'au mois de mars de l'année suivante. Néanmoins, la chute de Robespierre et de ses partisans avait entraîné un véritable relâchement au sein de l'armée d'Italie. Quotidiennement, Buonarroti devait intervenir contre les empiétements illícites des militaires dans son domaine administratif. « Les habitants sans-culottes de la vallée commencent à prendre goût à nos principes » écrit-il le 10 vendémiaire (27 septembre) de retour de Loano, « mais comment se flatter de faire aimer la Révolution si, alors que nous prêchons la justice et l'égalité, d'avidés employés donnent l'exemple d'une conduite barbare et brutale ?<sup>56</sup> »

Buonarroti se rebella ouvertement contre un ordre du général de brigade Nicolas qui le rendait responsable de la propreté d'Oneille<sup>57</sup> : « Je suis le commissaire pour tout le pays conquis et mon autorité me vient des Représentants du Peuple, et aucun pouvoir militaire n'a le droit de m'adresser des ordres » lança-t-il à Nicolas.

Ces conflits étaient d'autant plus dangereux que le vote pour le rattachement à la France était en cours. Le commissaire s'attela à lutter contre tous les abus qu'on lui communiquait. Mais la tâche était immense.

---

55. Le 16 prairial (4 juin) espérant la prise imminente de Ceva, il recommandait à Masséna de le prévenir à temps : « Quand feras-tu danser la Carmagnole aux Piémontais ? Souviens-toi que je veux moi aussi courir les mêmes dangers que mes frères d'armes » telle est la question que pose ouvertement Buonarroti à Masséna le 14 Thermidor cité par Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 81.

56. Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 108.

57. S.H.D. de Vincennes, B3-11 – Buonarroti au général de brigade Nicolas, 15 décembre 1794.

58. S.H.D. de Vincennes B3-11 – Le commissaire Buonarroti au général en chef de l'armée d'Italie Barthélemy Schérer - le 17 pluviôse an II.

Le 14 pluviôse (2 février), il écrivait au général Schérer: « je désire que ta visite en ce pays marque la fin des horreurs qui déshonorent le nom français. Souviens-toi que j'ai écrit à ce sujet plusieurs fois aux Représentants du Peuple<sup>58</sup> ». Le 17 il envoyait à Ormea comme agent provisoire l'exilé Abamonti pour réparer les maux de la guerre. Et son rapport au représentant en mission près l'armée d'Italie Turreau confirmait: « Oneille est dévasté, les habitants d'Ormea et de Loano se plaignent d'une infinité de dommages ». La circulation des faux assignats était certes une source continuelle d'appréhensions<sup>59</sup>. Mais ce fut de loin la pression de l'armée qui demeura jusqu'au bout la source principale des soucis de Buonarroti.

Le commissaire s'était progressivement fait beaucoup d'ennemis. S'étant trop impliqué aux côtés des jacobins pour ne pas être soupçonné par les thermidoriens, ces derniers finirent donc par le menacer. Le commissaire s'était aussi fait plusieurs ennemis parmi lesquels des personnalités éminentes liées à l'oligarchie génoise dont une partie des terres se trouvait dans le pays. Parmi ces personnalités hostiles, on peut citer le marquis del Caretto résidant à Gênes dont l'influence était grande. Le général Schérer fut chargé par les représentants Ritter et Turreau de mener une enquête discrète contre Buonarroti.

Ceux-ci étaient arrivés à Nice le 21 septembre 1795 en remplacement de Ricord et d'Albitte. Buonarroti conféra avec eux le 19 octobre. Si on ne sait rien de leur entretien, le Toscan sembla désespéré à son retour à Oneille si l'on en croit ses biographes. De guerre lasse, il demanda alors à être relevé de ses fonctions puis tenta de se faire enrôler dans l'expédition organisée par le représentant Saliceti à Port-la-Montagne pour reconquérir la Corse<sup>60</sup>.

L'expérience du commissariat d'Oneille révèle toute la difficulté pour mettre en place une administration civile dans un pays occupé par l'armée et les difficultés rencontrées pour développer une propagande efficace dans un pays occupé et pressuré. Les réfugiés italiens comme Buonarroti avaient lié leur sort avec celui de l'armée d'Italie. Mais ces liens trop forts devinrent un handicap lorsqu'il s'agissait d'administrer les populations des pays occupés. Beaucoup d'habitants voyaient dans ces patriotes des renégats amenés dans les fourgons de l'armée française.

L'affaire d'Oneille est surtout révélatrice d'un changement après le 9 Thermidor. Au lieu de devenir la vitrine de la future Italie régénérée, le pays ne fut plus qu'un simple territoire sous domination militaire.

Après le 9 Thermidor, les choses changèrent. Les représentants en mission firent preuve de nettement moins d'initiatives et l'idée d'une guerre de

59. Pia ONNIS ROSA, *op. cit.*, p. 109.

60. Paul ROBIQUET, *Buonarroti et la secte des Égaux, d'après des documents inédits*, Paris, 1910, p. 26.

propagande dans laquelle les réfugiés italiens joueraient un rôle central fut mise entre parenthèses. Cependant des résultats avaient été obtenus.

La démoralisation de l'armée ennemie semblait cependant être un fait acquis dès la fin de l'année 1793 au point que l'intendant sarde du comté Mattone de Benevollo voulait confier l'essentiel de la lutte aux milices recrutées localement et non aux troupes réglées dont le moral était faible. Surtout, les réseaux d'espions mis en place au cours des années 1792-1795 devaient s'avérer très utiles lors de la campagne d'Italie. Durant ces années décisives, les *fuorusciti* ont vécu dans l'espoir que l'armée d'Italie épouserait leurs vues sans arrières pensées. En fait, les généraux en charge de la lutte contre les coalisés dans cette région ne virent en eux souvent que des auxiliaires utiles et parfois même des gêneurs.

Bonaparte, qui avait gagné leur confiance, sut manipuler habilement les *fuorusciti* en 1796. Mais, nombre d'entre eux se sentirent trahis et devaient, durant les trois années suivantes, lui en tenir rigueur.

Gilles CANDELA